

En guise de sommaire

- Dans son article éditorial, notre Délégué général, Jean-Louis CABRESPINES, appelle nos dirigeants à « respecter tout le monde » (p. 2 et 3)
- Après l'"accalmie" de la période estivale, nos travaux ont repris force et vigueur :
 - Préparation du Congrès international du mois prochain, au Costa Rica
 - Prochaines Conférences internationales
 - Etudes et publications du CIRIEC-France et du CIRIEC-International
 - Nouveau site du CIRIEC-France (p. 4 à 7)
- Dans la rubrique *Libres propos* :
 - Jean GATEL, ancien secrétaire de Etat chargé de l'économie sociale et du développement local, s'interroge : « Peut-on encore sauver l'humain face au néo libéralisme ? » (p. 8)
 - Evelyne COHEN-LEMOINE, experte des transitions organisationnelles, pose la question de la difficulté à passer du changement à la transformation (p.9)
 - Jacky LESUEUR de Miroir social fait le point sur la mise en œuvre de la réforme de la protection sociale des fonctionnaires (PSC) qu'il juge bien laborieuse (p.9)
- Enfin, nous proposons quelques lectures et manifestations (p.10 à 12)

Bonne lecture !



Marcel Caballero

Président d'honneur
Directeur de la rédaction

Enfin, l'été est fini !

Jean-Louis CABRESPINES

Délégué général du CIRIEC-France



Oui, ENFIN ! car il fut un été fait de contradictions volontaires : une situation politique catastrophique par la volonté d'un seul et une liesse populaire montrée à l'envi dans tous les médias, avec des superlatifs pour bien faire comprendre à ceux qui ne partageaient pas ces moments « inoubliables, merveilleux, extraordinaires, inclusifs, sublimes... » qu'ils étaient hors du cadre de ces événements que sont les Jeux olympiques et paralympiques. Et si certains ne partageaient pas cet engouement, ils étaient considérés comme des vieux réfractaires, des conservateurs, des pisse-froid, bref, pas dans l'air du temps.

On peut aimer les jeux, les athlètes et leurs performances, voire le plaisir exprimé par les français de cette « communion », mais on peut détester l'utilisation politique et médiatique qui en est faite : on ne met en avant que cet événement pour permettre que les conséquences des résultats d'élections soient reportées à plus tard et faire un choix qui va à l'encontre du peuple français.

Et pendant ce temps, rien n'avance, tout est bloqué, les lois sont en suspension (voire prêtes à ne pas être étudiées), les ministres font leur office en étant « démissionnaires » et les médias nous gavent d'images de champions, de France glorieuse et victorieuse, alors même que le pouvoir en place a été totalement remis en cause et qu'il ne tient pas compte de ce que les français ont exprimé.

On pourrait penser que ce président s'inspire de l'Empire Romain durant lequel le poète satirique latin Juvénal disait que pour gouverner, il fallait donner au peuple « *Panem et circenses* » (du pain et des jeux). Le peuple pouvait manger et s'amuser, on maintenait une paix sociale en le mettant hors du jeu politique.

On pourrait s'arrêter là et après un tel constat se dire qu'il n'y a plus qu'une solution : tout balancer, tout rejeter.

Mais voilà, nous pensons que, plus que jamais, nous devons œuvrer pour trouver des solutions alternatives et ceux qui pensent qu'une autre société est possible, au regard des résultats électoraux, doivent continuer de se mettre en route pour faire des propositions, pour tenter de construire une autre manière de faire de la politique, en particulier en matière économique et sociale.

Et, dans ce contexte, on peut noter la vivacité de l'ESS, mais aussi ce sentiment qu'elle serait une possibilité pour l'avenir.

Si nous restons sur le versant politique du climat actuel, on peut noter combien les acteurs de l'ESS pourraient jouer un rôle dans l'évolution de notre pays :

- L'une des composantes du Nouveau Front Populaire propose Jérôme SADDIER comme candidat au poste de Premier ministre, après les élections législatives. Cette proposition a fait long feu car, comme l'indique le Nouvel Obs, « *les insoumis (ont) aussitôt écarté cette option. La raison, selon un des négociateurs du PS... : "un homme blanc de 50 ans, hétéro, socialiste et qui plus est banquier, ça ne passait pas"* ». Que dire de cette appréciation qui ne soit pas polémique. Simplement que ce qui est oublié dans cette réflexion, ce sont les qualités de l'homme, ses engagements et particulièrement dans l'ESS, avec une constante de défense de la dimension politique de ce qu'est l'ESS. Il ne se cantonne jamais à la seule économie, il sait toujours la ramener dans ce qu'elle est : une autre manière de concevoir la vie. Et c'est cela qui en faisait un candidat sérieux et juste pour représenter le Nouveau Front Populaire.

- Dans le même ordre d'idée, le choix, à un moment, fut pour le président de la République, de solliciter le président du Conseil Économique Social et Environnemental (CESE) comme Premier ministre putatif. Au-delà de ce que représente Thierry BEAUDET au titre de la société civile et les qualités indéniables qu'il sait développer au sein du CESE, c'est bien un acteur essentiel de l'ESS, porteur des valeurs mutualistes, engagé dans de nombreuses causes, qui aurait pu faire vivre les valeurs de l'ESS par son action. Bien entendu, ne soyons pas dupes, il y aurait eu un encadrement qui ne lui aurait pas permis d'exprimer pleinement ce qu'il défend, mais interprétons cela comme un signe que les acteurs de l'ESS, en tant que personnes, mais aussi en tant que représentants d'une autre manière de faire de l'économie, du social, de la politique sont aujourd'hui à même de porter un projet de gouvernement fort et différent.

D'autres choix ont été faits, déniaient la volonté de changement du peuple. Cela n'empêche pas l'ESS de poursuivre son chemin et d'exprimer pleinement sa volonté d'une autre société, tout en sachant s'adapter au contexte dans lequel nous vivons. Cela montre le poids de plus en plus fort de la société civile et particulièrement de l'ESS, mais surtout sa capacité à transformer la société, par l'éducation des citoyens (retour en force de l'éducation populaire) et par leur action au sein des structures de l'ESS.

Jérôme SADDIER, alors président d'ESS France disait, à ce propos dans une interview (« L'ESS est un levier pour recréer du collectif dans la société » - *La Croix* - 14/09/2023) : « *Nous avons besoin de démontrer que l'ESS est profondément transformatrice de la société. Elle l'a été tout au long de notre histoire sociale et économique. Beaucoup de ce qui fait notre environnement quotidien résulte de l'action non pas de l'État, mais de citoyens qui ont décidé de s'unir pour prendre en charge des besoins qui apparaissaient... L'ESS est un levier pour recréer du collectif dans la société. Notre façon de fonctionner, qui a parfois ses défauts, prouve qu'il est possible d'articuler l'intérêt général avec l'efficacité économique, sans se soumettre exagérément à la pression de la rentabilité financière. Nous l'avons démontré par le passé, nous pourrions le faire sur de nouveaux enjeux.* »

Voilà le sens de notre engagement : respecter nos valeurs et concourir à l'intérêt général. C'est d'ailleurs ce que rappelait ESS France dans son plaidoyer lors des dernières élections : « *Nous portons des solutions concrètes d'alternatives positives qui font la preuve de la capacité de nos organisations à intégrer, insérer et répondre aux urgences sociales, climatiques et territoriales.* »

Lors de sa première déclaration après sa nomination en tant que premier ministre, Michel BARNIER a dit vouloir travailler avec les bénévoles. Nous devrions nous en réjouir car cela pourrait représenter une véritable reconnaissance de l'action quotidienne, opiniâtre, efficace de citoyens engagés dans des causes et exerçant leurs compétences dans des secteurs ou des territoires dans lesquels des besoins criants ne sont pas couverts. « *L'ESS fonctionne à l'énergie citoyenne, elle est attachée à la liberté d'action qui lui a permis d'innover....* » (J. SADDIER – *La Croix*)

Oui, mais voilà, restons sur nos gardes tant que nous ne savons pas comment il envisage de le faire.

Les bénévoles sont, aujourd'hui, de plus en plus sollicités et le coup de projecteur qu'ont été les Jeux Olympiques sur les 45.000 bénévoles sans qui ils n'auraient pas pu se dérouler donne des idées sur l'exploitation que l'on peut faire des bonnes volontés.

Déjà lors des JO, l'investissement représentait un coût pour ceux qui y participaient en tant que bénévoles (nourris, mais pas logés, accueillis à leur arrivée mais pas de prise en charge des déplacements). Tu es bénévole, tu consacres ton temps et tu paies pour le faire. On a trouvé la pierre philosophale de l'exploitation libérale, on devrait donner cette autorisation à toutes les entreprises : travailler et demander à ceux qui triment de payer pour le faire !

Cet exemple ne remet pas en cause la question du bénévolat qui est une des pierres de la cohésion sociale, du maintien du lien dans les territoires. Être bénévole, c'est faire preuve d'altruisme pour, dans un domaine ou un territoire, permettre la rencontre et l'action commune.

Les initiatives pour la reconnaissance sont multiples et nombre de nos concitoyens s'y consacrent. Mais la déclaration du Premier ministre, si elle s'inscrivait dans cette logique de soutien au bénévolat, dans la défense des causes humaines, sociales, écologiques,... ne pourrait être déconnectée de la dimension financière de ces investissements : les bénévoles travaillent gratuitement mais leur action demande des financements des politiques publiques et du mécénat pour se mettre en place.

Sans prêter de mauvaises intentions à une telle déclaration, il y a fort à parier, dans un contexte de restriction budgétaire dans tous les domaines, que cette proposition ressorte plus de la volonté d'exploiter les bénévoles que de construire ensemble des réponses adaptées aux personnes et aux territoires.

Le 18 septembre, lors de sa conférence de presse de rentrée sociale, l'Uniopss a fait part de son inquiétude quant aux politiques mises en place dans le secteur sanitaires, social et médico-social, appelant à renouer avec la "fiabilité de la parole publique" et dénonçant les discours non suivis par des actes, entraînant des effets catastrophiques pour les associations et les publics accompagnés : « *Toutes les associations ne meurent pas mais toutes sont touchées* » dit Daniel GOLDBERG, lors de son intervention, ajoutant : « *À l'heure où de nombreuses associations qui agissent au quotidien se débattent dans des situations économiques insolubles, il faut retrouver les moyens d'une décision publique solide et durable* ». Il déplore la situation d'"apesanteur politique" dans laquelle se trouve la France depuis plusieurs mois et la dégradation des finances publiques. Estimant que « *tous les discours sur la maîtrise des finances publiques seront entendables s'ils sont assortis des moyens d'éviter une nouvelle dislocation sociale* », le président de l'Uniopss demande au prochain gouvernement d'éviter l'"austérité dans le champ des solidarités et de la santé". Mais cette demande pourrait tout aussi bien être émise dans de nombreux autres domaines. (Localtis – 20 septembre 2024)

Dans ce contexte, le journaliste Victor CASTANET montre les dérives des entreprises lucratives du service à la personne au travers des crèches privées lucratives (Les « ogres »). Et les propos de Benoit HAMON, président d'ESS France éclairent combien d'autres choix pourraient être faits en ce domaine (post LinkedIn) : « *Ce qu'il faut comprendre, c'est que dans ces deux affaires (les EHPAD dans l'ouvrage « les fossoyeurs » et les crèches dans « les ogres ») qui dénoncent les pratiques des entreprises privées lucratives dans le secteur du soin, du handicap, des crèches ou des Ehpads, c'est que les personnes âgées et les enfants y sont considérés comme des coûts. Des coûts, des paramètres, des facteurs qu'il faut optimiser pour dégager le meilleur bénéfice. C'est cette logique intrinsèque à ces modèles lucratifs qu'il faut changer. Et c'est le rôle des pouvoirs publics et du gouvernement de protéger les personnes vulnérables, âgés ou bébés pas de protéger ceux qui les exploitent. Voilà pourquoi, ESS France défend la proposition que le secteur du soin et de l'accompagnement des personnes vulnérables soit réservé aux acteurs publics ou privés NON LUCRATIFS. Si le futur gouvernement veut traiter un chantier urgent qui repose sur un consensus large de la population et de acteurs, en voici un.*

Nous sommes prêts avec les acteurs privés non lucratifs, associatifs et mutualistes, à engager cette discussion avec les parlementaires, les collectivités et le gouvernement pour partager nos innovations sociales, notre expertise et notre ambition d'améliorer l'accompagnement et le soin des personnes vulnérables. ». Car la vocation des entreprises de l'ESS est bien avant tout de répondre à l'intérêt général et donc de mener des politiques proches de celles que devrait mener l'État, au service des citoyens.

La disparition progressive des liens entre le(les) gouvernement(s) successifs actuel(s) et les organisations de la société civile conduit à une perte de sens et à une volonté des citoyens de s'exprimer directement sous d'autres formes que la négociation ou la recherche du meilleur choix pour tous. Dénier à la fois « la voix du peuple » et refuser de travailler avec les corps intermédiaires sont autant de risques d'une expression violente ou d'un dégoût profond à l'encontre des responsables et de leur politique.

Les mois à venir vont nous dire ce qu'il en est de la prise en compte des acteurs de l'ESS pour le nouveau gouvernement. Espérons que ces propos soient ceux d'un oiseau de mauvais augure et que, finalement, les politiques publiques soient véritablement au service des citoyens, en lien avec ceux qui sont au plus près des territoires et des préoccupations de ces derniers. Le temps nous le dira, mais il y a urgence à respecter tout le monde !



> 34^{ème} Congrès international



Le Congrès international du CIRIEC se tiendra à San José, Costa Rica, du 16 au 18 octobre 2024

Organisé par le CIRIEC-Costa Rica, l'Université d'État à distance et le CIRIEC International, sur le thème :

« Quelles stratégies pour un développement territorial et humain ? »

- Développement territorial en zones urbaines et rurales
- Développement humain en relation avec la santé, l'éducation et les droits
- Les Objectifs de Développement Durable et l'urgence environnementale : initiatives concrètes et mesure d'impact
- Politiques publiques de développement territorial
- Politiques publiques et économie sociale et solidaire
- Initiative publique et action pour le développement durable
- Innovation scientifique et technologique
- Réseaux d'infrastructures et de services publics

L'événement réunira des experts et des acteurs du monde entier issus de l'économie publique et de l'économie sociale.

APPEL À COMMUNICATIONS :

- Date limite de l'appel à communications : 14 septembre 2024.

- DISPONIBLE EN [EN](#) - [FR](#) - [ES](#)

> Informations pratiques et inscriptions

👉 PROGRAMME DISPONIBLE [ICI](#) 👉 INSCRIPTION [ICI](#) 👉 SUGGESTIONS D'HÉBERGEMENT [ICI](#) 👉 SITE WE DE L'ÉVÉNEMENT [ICI](#) 👉 Contact : cirieccr@uned.ac.cr

> Conférence internationale



Les acteurs publics et de l'économie sociale et solidaire : pour une contribution à un développement durable juste

Le CIRIEC International et le CIRIEC France organisent une Conférence internationale le **vendredi 8 novembre 2024** (journée complète) à la [Cité du développement durable](#), Paris (Nogent-sur-Marne, RER A).

Un programme avec des intervenants de haut niveau sera présenté à un public composé de représentants d'institutions européennes, de dirigeants et de parties prenantes d'entreprises publiques et d'économie sociale locales et régionales, et autres experts intéressés. Événement bilingue français/anglais.

> Programme provisoire : <https://ciriec-france.fr/evenements/conference-internationale-du-8-novembre-2024/>

> 10^{ème} Conf. internat. de recherche en économie sociale

La 10^{ème} Conférence internationale de recherche en économie sociale organisée par le CIRIEC-International aura lieu du 27 au 29 octobre 2025, à Bordeaux.

« Le rôle de l'économie sociale et solidaire dans la transition socio-écologique »

- - Statistiques, rapports et mesures d'impact social de l'ESS
- - L'ESS et les secteurs écologique et énergétique
- - Écosystèmes territoriaux de l'ESS et transition
- - Identités, hybridations et innovations de l'ESS
- - Financement et modèles économiques de l'ESS
- - Réseaux de l'ESS et politiques publiques
- - ESS, éducation et droits civiques
- - ESS, travail décent et économie informelle
- - ESS, lutte contre la pauvreté et l'économie du soin
- - ESS et système agroalimentaire
- - Services publics communs et coopératifs
- - SSE et intersectionnalité : classe, race, genre

> Note de cadrage disponible en [EN](#) - [FR](#) - [ES](#)

> L'appel à communications sera ouvert du 30 septembre 2024 au 15 janvier 2025.

[+ INFOS](#)

> Etudes du CIRIEC-France : «Économie collective et territoires»

Le groupe de recherche "Économie collective et territoires", animé par notre Délégué général, Jean-Louis CABRESPINES, est chargé d'apporter des réponses à la question : « *Comment, dans la transition économique, sociale, énergétique et environnementale, les parties prenantes de l'intérêt collectif, acteurs publics et organisations de l'économie sociale et solidaire, peuvent-ils répondre aux besoins fondamentaux des populations ?* ».

Ces travaux sont publiés sous la forme d'ouvrages. Sont parus à ce jour : **Notre Santé, Finances et intérêt général dans les territoires, Eau et énergie : hautes tensions territoriales, Logement : les dynamiques à l'œuvre, Travail, emploi, formation : penser l'interdépendance.**

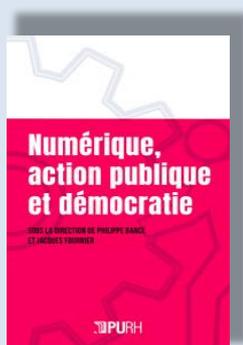
Le dernier ouvrage, paru en mars 2024, porte sur l'étude « **Éducation : actions collectives et pratiques territoriales à repenser** ». Ce sujet est particulièrement d'actualité et les acteurs qui y œuvrent nous font part de leur expérience précieuse :

- Nouvelles gouvernances bottom-up de l'action collective territoriale dans l'éducation : la généralisation de pratiques collectives apprenantes via l'économie sociale et solidaire / Myriam MATRAY - Education et économie sociale et solidaire / Bertrand SOUQUET - Education : une multiple responsabilité partagée, diversifiée et (encore trop) inégalitaire / Béatrice LAURENT – Denis ADAM - Centre Henri Aigueperse–UNSA Education - Mixité sociale et Scolaire, combat de la FCPE / Sylvaine BAERHEL, Hélène DERNIS, Maria MELCHIOR, Ghislaine MORVAN DUBOIS - Dans le Cantal, il n'y a pas de TGV mais des RER, des TER, des RET et même des EER ! / Marilyne LUTIC - Hélène MONTREJEAU - Isabelle PLUYAUD - Sophie TISSANDIER - Betty FAURE - Patrick ROUMAGNAC - Philippe CHRISTMANN - Karim BENMILOUD - Education Populaire / ATD Quart Monde / Marie-Aleth GRARD - L'éducation à la culture numérique via le FabLab Chantier Libre - (Rhône-Alpes Auvergne) / Myriam MATRAY "

> Télécharger : [Éducation - Actions collectives et pratiques territoriales à repenser](#)

> Les ouvrages sont disponibles sur notre site : [Collection Economie collective et territoires](#)

> Ouvrages collectifs du CIRIEC-France



Cet ouvrage est le cinquième de la collection « Économie publique et économie sociale » des PURH paru en 2021. Il est le produit d'une recherche menée sous l'égide de la commission scientifique du CIRIEC France avec le concours de l'Institut Montparnasse et de l'association Services publics. Philippe BANCE professeur d'économie, vice-président du CIRIEC-France, et Jacques FOURNIER, président d'honneur du CIRIEC-France (†) en ont assuré la codirection. Olivier BONED, délégué général de l'Institut Montparnasse et Yannick PROST, président de l'association Services publics, ont constitué avec eux le comité de pilotage.

Les 37 auteurs sont, comme pour les ouvrages précédents de la collection, des chercheurs reconnus, des personnalités en charge de responsabilités institutionnelles et des acteurs importants de la société civile. **Numérique, action publique et démocratie** est structuré par trois grands questionnements – en quoi le numérique affecte-t-il l'action publique (partie 1), l'économie publique et sociale (partie 2) et enfin la vie politique (partie 3) –

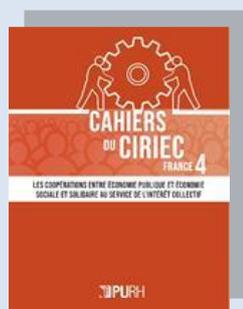
L'ouvrage expose au lecteur l'état des débats et constitue une manne de propositions politiques, juridiques, économiques et sociales visant à accompagner et orienter la transition numérique dans l'intérêt général.

Le livre peut être lu d'une traite ou consulté chapitre par chapitre, comme un dictionnaire incarné et vivant, irrigué par l'expertise de ses contributeurs, praticiens et théoriciens du monde numérique.

Tout spectateur de la transition trouvera ici, quel que soit son mode de lecture, les moyens de sa sensibilisation aux enjeux du numérique et, peut-être, de son engagement en faveur d'une transition contribuant au bien commun.

> [L'ouvrage est disponible en ligne et téléchargeable ICI](#)

> Les Cahiers du CIRIEC-France



Les **Cahiers du Ciriec-France** ont pour objet la publication d'études à caractère scientifique, dans un format plus léger et avec une diffusion plus régulière que les ouvrages collectifs.

Après la sortie, en 2019, du Cahier n°1 sur les « Autorités de régulation des services publics en France », en 2020, du Cahier n°2 « Mutations de l'action publique et démocratie : capital, numérique, territoires », en 2021 du Cahier n°3 « Mutations du monde, enjeux et défis », document constituant les actes de la conférence des 70 ans du CIRIEC-France, organisée le 26 octobre 2020, a été publié, en 2022, le Cahier n°4 portant sur

« Les coopérations entre économie publique et ESS, au service de l'intérêt collectif »

Ce Cahier a été actualisé, compte-tenu de l'évolution de ces coopérations. Il résulte d'un travail collectif animé par Marcel CABALLERO, alors président du Conseil d'orientation. L'objectif était d'analyser les potentialités de synergies entre les acteurs publics et ceux de l'économie sociale et solidaire en vue d'un changement de modèle de développement. En effet, économie publique (EP) et économie sociale et solidaire (ESS) concourent, chacune pour sa part et selon ses moyens, à la satisfaction de besoins sociaux et de besoins collectifs.

Les notions d'intérêt général et d'utilité sociale qui fondent les services publics, sont aussi au cœur des grands textes régissant l'économie sociale et solidaire, et notamment en France la loi du 31 juillet 2014.

Pour autant, aucun des deux secteurs ne peut, dans les conditions actuelles, apporter de réponses globales. Il s'agit donc d'examiner comment l'EP et l'ESS, en surmontant les obstacles qui naîtraient de leurs traditions et cultures respectives, pourraient mieux coopérer pour développer des initiatives communes afin de mieux répondre à leurs objectifs communs.

Dans cette étude, le CIRIEC-France propose son analyse de cette problématique. C'est en effet tout naturellement qu'au-delà de sa vocation première de recherche et d'information sur l'économie publique, d'une part, et sur l'économie sociale et solidaire, d'autre part, il accorde une attention particulière aux coopérations que réalisent entre elles ces deux formes d'économie, c'est-à-dire aux partenariats publics-privés non lucratifs, en s'efforçant de les identifier, de les décrire, d'en relever les aspects positifs, mais aussi les insuffisances, voire les travers.

> Télécharger le document : <https://bit.ly/36IH4HY>

> [Consulter les Cahiers](#)

> Nouveau site du CIRIEC-France

Le nouveau site web du CIRIEC-France a été mis en ligne. Plus moderne et plus attractif, il comporte les rubriques suivantes : – actualités – études – activités – partenaires – CIRIEC-International – Galilée.sp.

On y retrouvera tous les travaux en économie publique et en économie sociale, les événements nationaux et internationaux, la collection de la Lettre mensuelle, les entretiens Idéaux et débats, ainsi que la liste des partenaires du CIRIEC-France

> Voir : www.ciriec-france.fr

> Documents de travail du CIRIEC-International

• Pratique sociomatérielle de l'acteur-réseau dans le développement de systèmes d'information coopératifs (Hwalshin KIM - Seungkwon JANG)

Cette étude analyse comment les caractéristiques des systèmes d'information apparaissent dans les coopératives et quels résultats organisationnels ils produisent. Les progrès technologiques révèlent que les systèmes d'information ne sont pas seulement des dispositifs mécaniques ou des technologies, mais des êtres matériels sociaux co-construits avec des acteurs humains tels que des développeurs et des utilisateurs (Law, 2009 ; Suchman, 2007). (...)

Cet article définit le système d'information comme un acteur-réseau composé d'acteurs humains et non humains. Il montre à travers le cas d'une coopérative en Corée que les pratiques matérielles sociales de l'acteur-réseau reconstruisent le système d'information. Grâce au processus de conversion du système d'information, les systèmes d'information coopératifs ont été reconstruits sous différentes formes à travers différentes pratiques matérielles sociales de ses membres. Il a formé un acteur-réseau de systèmes d'information multiples. De plus, les membres n'établissent pas le principe de gestion organisationnelle de la coopérative mais le mélangent avec le principe de gestion organisationnelle existant avant la conversion, de sorte que les membres exécutent des pratiques différentes. (...)

> [Télécharger le PDF](#) > [Tous les documents de travail](#)

> Annales de l'économie publique, sociale et coopérative

(vol.95, n°3, 2024)



- [Performance économique des coopératives rurales collectives : déterminants et mécanismes d'influence](#) / Jiayi Wang, Yongping Wang
- [Volatilité des termes de l'échange et recettes fiscales dans les pays d'Afrique subsaharienne](#) / Godfrey J. Kweka
- [Au-delà des modèles conventionnels : les prêts des institutions financières de développement communautaire autochtone](#) / Valentina Dimitrova-Grajzl, Peter Grajzl, Joseph Guse, Michou Kokodoko, Laurel Wheeler (ACCÈS LIBRE)
- [Améliorer la satisfaction des membres des coopératives : le rôle de la participation dans la gouvernance](#) / Ziming Liu, Jie Qu, Xinrui Wu, Xing Niu, Shuyi Feng
- [Une approche paramétrique de la qualité institutionnelle et de l'inefficacité des coûts bancaires dans un contexte de diversité : le cas de l'Italie](#) / Cristian Barra, Anna Papaccio (ACCÈS OUVERT)
- [L'efficacité gouvernementale modère-t-elle les dépenses publiques consacrées à l'éducation et à l'économie souterraine dans les pays de l'ASEAN ?](#) / Toan Khanh Tran Pham
- [L'effet de la signalisation sur la performance du financement participatif des organisations d'économie sociale en Corée du Sud](#) / Sun Hee Lee, Sang-Youn Lee
- [Participation et commercialisation dans les coopératives de producteurs : éclairages sur le rôle du fonctionnement coopératif et des stratégies d'équité](#) / Esther J. Cheyo, Edmond Nyuyki Mainimo, Daniel M. Okello, Walter Odongo, Stephen W. Kalule
- [L'écart salarial entre les hommes et les femmes dans le secteur de la microfinance : une perspective mondiale](#) / Md Aslam Mia, Lucia Dalla Pellegrina, Wai-Yan Wong, Sunil Sangwan (ACCÈS LIBRE)
- [Renforcer les économies locales grâce au capital social : le rôle des entreprises coopératives dans la croissance économique en Italie](#) / Giuseppe Terzo, Giuseppe Notarstefano, Umberto Di Maggio
- [L'engagement des entreprises publiques en faveur de la transparence : la divulgation volontaire comme moteur de la divulgation obligatoire](#) / Estibaliz Biedma López, Manuel Larrán Jorge, Nieves Gómez Aguilar, María C. Conesa Carril (OPEN ACCESS)
- [L'effet de la confiance et de la pression sociale sur l'engagement des membres dans les coopératives agricoles – Preuves de la Chine](#) / Jinghui Hao, Jos Bijman, Wim Heijman, Ming Ga

> [Tous les numéros](#)

> Conférence internationale du 7 juin 2024 (suite)

Le 7 juin dernier, le CIRIEC-France organisait une Conférence internationale au Conseil Economique, Social et Environnemental, sur le thème : « Les entreprises publiques, actrices du développement durable et de la transition » avec l'objectif de mettre en lumière leurs volontés et leurs engagements, mais aussi d'évoquer les contraintes, les obstacles qu'elles rencontrent pour leur mise en œuvre compte-tenu de la spécificité de leur statut.

La Conférence est visible sur vidéo :

- Partie 1 : https://youtu.be/_0_NXWZssgg - Partie 2 : <https://youtu.be/NpX3uqOXK3k>



LETTRE D'INTENTION DE L'INSTITUT MONTPARNASSE

L'Institut Montparnasse occupe aujourd'hui une place importante dans la réflexion et les propositions sur l'évolution du modèle mutualiste. Il souhaite faire connaître ses travaux et son investissement. C'est pourquoi, dans le cadre du partenariat entre le CIRIEC-France et l'Institut Montparnasse, nous publions ci-après la « LETTRE D'INTENTION DE L'INSTITUT MONTPARNASSE ».

1. Raison d'être

L'Institut Montparnasse mobilise chercheurs, experts et militants afin d'enrichir de leurs expériences et visions, l'expression des valeurs et réalisations mutualistes ainsi que la définition de la solidarité au 21ème siècle.

Il offre un cadre de réflexion éthique pour conforter ou réinventer le modèle et le mouvement mutualiste et favoriser l'innovation et l'engagement au service de l'ensemble des acteurs MGEN, des employeurs publics et des organisations de l'Economie Sociale et Solidaire.

L'Institut a pour vocation de développer des études transdisciplinaires, des recherches et des publications sur l'évolution du modèle mutualiste dans ses multiples dimensions.

Il réalise également des formations, colloques et tables rondes, ainsi que toute action qu'il juge nécessaire pour diffuser les résultats de ses recherches et accompagner les acteurs mutualistes.

2. Atouts

L'Institut Montparnasse dispose d'un large réseau ouvert sur le monde universitaire, l'ESS et l'International, qu'il mobilise en vue d'une production scientifique transdisciplinaire.

Son agilité lui permet de se projeter dans une vision de long terme comme de répondre à des enjeux immédiats en prise avec la société.

Il se veut un carrefour où de multiples influences se rencontrent et se confrontent.

3. Réalisations

Les réalisations de l'Institut s'inscrivent dans une période de forte concurrence et de réglementation croissante qui pousse les acteurs mutualistes à repenser leur organisation, leur modèle militant et leur objet.

En 2020, l'Institut Montparnasse propose à Benoît Hamon de conduire une étude sur les scénarios d'évolution du modèle mutualiste. Pour faire face à ces enjeux, il apparaît nécessaire :

- de conforter les actions d'influence pour renforcer la spécificité du modèle mutualiste ;
- de recréer du lien avec les territoires et leurs acteurs ;
- de réinventer la relation avec les adhérents dans son expression démocratique.

Ce dernier axe constitue le fil conducteur de l'ensemble des travaux menés par l'Institut Montparnasse depuis 2021 et résumés ci-dessous :

- Une étude sur les scénarios d'évolution de la mutualité
- Un ouvrage sur la démocratie renouvelée
- Une note stratégique sur l'éducation populaire

Chiffres-clés 2020 - 2024

- Près de 80 podcasts
- Une vingtaine de publications
- Une vingtaine de conférences, tables rondes, événements depuis 2022
- Elaboration et mise à disposition d'un catalogue de formations :
 - 50 personnes ont suivi des formations courtes (solvabilité 2, ...)
 - 65 personnes ont été formées sur les parcours "devenir administrateur" et "compétences clés de l'administrateur"
 - 200 personnes ont été diplômées du master 2 Gouvernance mutualiste de l'université Paris Saclay depuis 2012
 - 2 séminaires d'études auprès des mutuelles libanaises et plusieurs interventions dans le cadre du Master 2 ESS de l'Université libanaise ont été menés

Partenariats :

- CIRIEC, Solidaris, AddeS, Labo de l'ESS, Fondation Edgar Morin, Université militante VYV
- Universités et Chaires ESS : Le Mans, Rennes, Reims, Grenoble, Bordeaux, Mulhouse, Lyon, Aix Marseille, Paris-Saclay, IAE Paris, Université Québec Montréal, Université libanaise de Beyrouth,
- Réseau PASS Afrique de l'Ouest, Geneva Health Forum, Association Internationale de la Mutualité, Association Internationale de la sécurité Sociale

4. Perspectives

4.1 Coopération

L'Institut Montparnasse s'inscrit dans une démarche de coopération et d'apports mutuels au service de la convergence des travaux des structures de la MGEN.

La santé des femmes structure la politique sanitaire mutualiste depuis son origine. Historiquement, c'est un des moyens par lequel la mutualité s'est affirmée comme modèle d'engagement. La santé des femmes est un sujet qui ouvre sur les droits fondamentaux et les grands combats que MGEN investit depuis des décennies. C'est une porte d'entrée pour des sujets plus vastes, en résonance avec les travaux menés par l'Institut Montparnasse : éducation populaire, santé communautaire, inégalités de santé, laïcité.

Elle vient donc s'ajouter à d'autres sujets qui constituent autant d'enjeux auxquels MGEN est et sera confrontée dans le climat concurrentiel de la PSC, dans un contexte de perte de repères quant aux principes fondateurs de la protection sociale, de fractures sociales, économiques et territoriales.

4.2 Projection des travaux de l'Institut Montparnasse

- Continuer de capter les signaux et bruits des territoires pour alimenter la réflexion des dirigeants et acteurs MGEN et permettre de réinterroger le modèle mutualiste à la lumière de l'évolution de la société.
- Mettre à disposition le savoir-faire de l'Institut pour provoquer et alimenter la réflexion au sein du réseau MGEN dans les territoires et les écosystèmes locaux (organisations syndicales, employeurs publics, CRESS...).
- Appuyer les dynamiques d'animation territoriale du réseau MGEN notamment par des cycles de "réflexion sociale" et d'éducation populaire.
- Définir une feuille de route partagée par les structures filles sur les enjeux contemporains sociologiques, économiques et politiques auxquels MGEN est confrontée, tels que le renouvellement démocratique, la citoyenneté, le vieillissement ...

Au service du groupe MGEN depuis quinze années, l'Institut Montparnasse est un solide élément de différenciation, MGEN étant le seul groupe mutualiste à avoir en son sein un véritable think tank capable d'alimenter la réflexion à toutes les strates de l'entreprise.

L'Institut Montparnasse, c'est :

- Un Conseil d'Administration : Bertrand Souquet, Jean-Marie Fessler, Sophie Bruckert, François Perl, Catherine Thorr, Christophe Lafond, Emmanuelle Rudio, Isabelle Rondot, Olivier Boned, Jean-Louis Cabrespines ;
- Un Conseil Scientifique : Jean-Marie Fessler, Charlotte Siney-Lange, Timothée Duverger, Philippe Eynaud, André Martin, Eric Bidet, Patricia Toucas
- Une équipe salariée : Chloé Beaudet, Florian Betton.



Peut on encore sauver l'humain face au néo libéralisme ?

Jean GATEL

Ancien secrétaire d'État chargé de l'Économie Sociale et du Développement Local (1984/86)
et universitaire



« *Le monde brule et nous regardons ailleurs* » il est paradoxal que ce soit J. Chirac, qui ait été l'auteur, il y a 30 ans, de cette phrase prophétique. OUI, le monde brule et les humains aussi sous le coup de tous les dérèglements générés par le système capitaliste. Je sais bien que dans nos sociétés feutrées et dopées à la normalité il est des mots difficiles à écrire. Simplisme diront certains, faux procès diront les autres et pourtant c'est bien de modèle de développement qu'il s'agit en l'occurrence celui de la mondialisation forcée et imposée basé sur les principes capitalistes depuis le 19ème siècle, productiviste et voulu sans limite et dans le temps et dans l'espace. Ce Capitalisme responsable d'inégalités insupportables, entre le NORD et le SUD et à l'intérieur des pays du NORD et du SUD, capitalisme, dont la seule boussole est la recherche à court terme du plus grand profit pour une petite caste mondiale accumulatrice de richesses jusqu'à l'impensable. Car, autant que le règne du marché -roi-, c'est bien

l'incapacité hallucinante du système à se projeter dans le futur qui en fait l'une de ses caractéristiques principales. Là où étaient planifications, anticipations, projections vers le futur, il n'y a désormais que politiques « du chien crevé au fil de l'eau ».

Certains beaux esprits continuent sans honte à plaider pour une croissance illimitée, salvatrice pour le bonheur des gens alors que l'on sait que si chaque individu sur la planète avait le niveau de vie d'un américain « moyen » il faudrait 5 planètes TERRE.

Toutes les « crises » que nous traversons n'ont en réalité qu'une seule cause : celle d'un mode de production « destructeur des hommes et de la nature » comme le décrivait Marx - encore un nom devenu insupportable pour nos élites bien pensantes-. La crise sanitaire est venue du dérèglement du vivant, la crise écologique vient d'un mode de consommation, basé sur le gaspillage du toujours plus, la crise climatique d'émissions de gaz à effets de serre engendrés par un mode de production délirant dans ses excès et de modes de transport toujours choisis pour l'intérêt de quelques-uns. Il faut ajouter à cette liste mortifère les crises énergétique et financières et peut être la pire de toutes dans l'immédiat, la crise géo stratégique, quand on sait que la guerre a toujours été la tentation des impérialismes en crise.

Mais le capitalisme n'est pas qu'un mode de production qui perpétue des rapports sociaux injustes il est, et peut être d'abord, un machiavélique créateur d'une idéologie qui le légitimise. Pour que la machine du « toujours plus » continue à fonctionner il faut persuader les humains qu'il ne peut en être autrement et que c'est ainsi jusqu'à la nuit des temps et qu'il est inutile et fou de croire qu'une autre société pourrait voir le jour. On se souvient tous du révélateur « *There is no alternative* » de Madame Thatcher. Ce conditionnement idéologique passe par tous les pores de la communication : il va des modèles publicitaires aux médias écrits et parlés, en passant par tout ce qui peut entraîner la mort de la pensée et du sens critique. Les réseaux sociaux auraient pu être un lieu de résistance à cette pensée unique : ils sont devenus un mode compulsif de l'affirmation des egos et invectives débilés. Que dire de ce pays dit « des Lumières » dans lequel tous les médias ou presque sont détenus par cinq des plus grandes fortunes ? Que dire d'une société où des individus devenus des robots consommateurs ne se parlent plus, ont perdu tout sens commun, accrochés à l'individualisme de leur smart phone ?

Nous sommes désormais dans une société totalitaire soft et apparemment démocratique puisque acceptée par un peuple anesthésié et manipulé à grande échelle. La moindre contestation se heurte soit à la violence dite légitime de l'état ou au mépris de la bien pensance imposée par les élites technocratiques, économiques, politiques ou éditorialistes ! Le capitalisme devenu néo libéral a banni toute régulation, toute politique de répartition toute contestation. Il est désormais incapable de se transformer de l'intérieur et sont bien naïfs ceux qui croient que l'on peut rendre les multinationales vertueuses en injectant ici ou là, un peu de prise en compte environnementale ou managériale. Plus aucun secteur de l'activité humaine échappe à la loi de la concurrence libre et non faussée jusqu'aux services publics les plus indispensables comme la santé et l'éducation...et ce n'est pas fini ! A un capitalisme radicalisé on ne peut répondre qu'avec des solutions elles-mêmes radicales, en affirmant d'abord qu'il n'est ni utopique, ni dangereux de concevoir un autre modèle de développement !

J'ai, dans mon dernier livre « [Demain il sera trop tard](#) », essayé d'ouvrir des pistes de réflexion que d'autres avaient déjà écrit noir sur blanc dans le silence de l'indifférence. Toutes se réfèrent à une autre façon de créer des réponses adaptées à des demandes existantes ou futures. Toutes s'ancrent dans le local, seul lieu de résistance citoyenne, toutes ont pour but de substituer la recherche du commun face au chacun pour soi, toutes s'inspirent de prises de consciences que l'on peut reprendre son destin en mains au niveau d'un territoire, d'une nation, voire d'un continent. Toutes disent qu'il y a des mines d'innovation, de créativité, de partage dans une coopérative, une mutuelle, une association pourvu qu'elle reste en accord avec ses principes originaux ce qui malheureusement devient monnaie courante chez les mêmes qui souhaitent infuser le modèle dominant. C'est en pensant local que l'on changera les modes de consommation, de production, de transport et que par-là même on érodera le capitalisme comme l'avait écrit E.O. Wright dans son admirable ouvrage « *Stratégies anticapitalistes pour le 21 siècle* » plaidoyer pour un changement progressif et accepté de modèle de développement, à l'opposé des chimères du Grand Soir, dans un partenariat Etat -Economie sociale et solidaire. C'est à cette solution - et pourvu qu'il ne soit pas trop tard - que l'on sauvera l'Humain dans sa volonté de vivre, dans sa volonté d'agir, de penser, dans sa volonté de faire société.

●●●

Du changement à la transformation pourquoi est-ce si difficile ?

Evelyne COHEN-LEMOINE

Ancienne élève de l'Ecole Normale Supérieure, experte des transitions organisationnelles
Présidente de l'Unité de Partage et de Recherche « Sciences et conscience » de Galilée.sp



Nous vivons une période particulière dans notre histoire d'êtres humains, particulière et totalement inédite. La conduite du changement qui est en vigueur dans les entreprises et administrations, depuis plus de trente ans, peut paraître dérisoire au vu des transformations majeures et des enjeux qui s'imposent à nous.

Nous sommes et avons toujours été à la recherche du sens, notre cerveau est programmé pour ça et pour réduire l'incertitude. Cette incertitude et l'instabilité qui l'accompagne, le stressent et activent de nombreux mécanismes de défense, souvent délétères. Ces mécanismes se répandent comme des pandémies et vont des addictions de toute nature, à de l'hyper contrôle à l'échelle individuelle ou collective (notamment au niveau des Etats) ou bien repli identitaire pour renfermer un sentiment d'appartenance sécurisant. Notre humanité a basculé du sens cosmique des temps anciens au sens social, au moment de la sédentarisation, de l'invention de l'agriculture et de l'apparition des premières grandes cités. Ce sens existentiel sera suivi par la suite, par le sens moral proposé par les grandes religions monothéistes, pour donner du sens à notre monde, à sa création et à nos règles sociales. Celui-ci reste d'ailleurs présent dans notre société comme un des principaux remparts aux menaces existentielles du monde contemporain. On le retrouve aussi dans l'adhésion à des idéologies plus ou moins bénéfiques, comme on a pu le voir depuis le début de l'ère industrielle.

[LIRE LA SUITE](#)

...

Protection sociale complémentaire des fonctionnaires (PSC) une mise en œuvre de la réforme, multiforme et bien laborieuse

Jacky LESUEUR

Article paru dans Miroir Social



Dans le prolongement des informations régulièrement publiées sur ce sujet important, l'état des lieux que nous pouvons faire en cette rentrée confirme la complexité du dossier et une sérieuse hétérogénéité des conditions de mise œuvre selon les Ministères...tant sur les modalités que sur les dates d'effet à géométrie variable pouvant aller jusqu'au début de l'année...2026...c'est dire !

Quels enseignements peut-on en tirer à ce stade ?

[LIRE LA SUITE](#)

...

> Carnets de campagne



L'émission **Carnets de Campagne**, de France-Inter, est le rendez-vous des solutions d'avenir à toutes les questions de vie, de consommation, de formation, de santé, de production, de culture ou d'habitat.

Du lundi au vendredi, de 12h30 à 12h45.

> [Présentation](#) : [Dorothee Barba](#) > [site web](#) : franceinter.fr

> L'âge de faire



L'âge de faire est un mensuel national indépendant, édité par une entreprise coopérative (SCOP).

Chaque mois, il relaie les initiatives visant une réappropriation citoyenne de l'économie, la création de lien social, un mode de vie plus écologique.

L'âge de faire refuse la publicité.

> [vous abonner à notre site web](#)

> Miroir Social



Miroir Social est un média double face :

- participatif pour permettre à l'ensemble des membres de [publier gratuitement](#), avec validation préalable
- journalistique pour développer des [contenus complémentaires](#) sur abonnement

Sur les 14 000 membres du média : - 42 % représentent le personnel - 35 % représentent les directions - 23 % représentent des intervenants externes.

▪ [Les services](#) : - [Publiez gratuitement sur le média](#) - [Nos productions journalistiques sur abonnement](#) - [Parrainez nos rencontres](#) - [Accompagnement éditorial](#) - [Communiquez sur le média](#)

▪ [L'équipe](#) : - Rodolphe HELDERLÉ, Fondateur et responsable éditorial (06 60 97 59 85)

- Jacky LESUEUR, Responsable des partenariats (06 24 06 42 91)

> [Accéder à la plateforme](#)

> RECMA



La RECMA, Revue internationale de l'Économie Sociale, soutenue par de grandes organisations de l'ESS, vient de publier un numéro double qui consacre un dossier exceptionnel à l'expérimentation **« Territoires zéro chômeur de longue durée »**.

TZCLD a pour objectifs de créer à la fois des emplois socialement utiles aux territoires et pour les personnes privées durablement d'emploi.

> [Commander le numéro ICI](#)

> <https://shs.cairn.info/revue-recma?lang=fr>



Les réformes administratives et financières en France (1972-2022)

Cet ouvrage avec extraits de textes, témoignages de l'auteur, index, bibliographies par chapitre, annexes chronologiques et thématiques, constitue un instrument de référence et de travail utile à tous ceux qui s'intéressent aux évolutions de l'administration, qu'ils soient juristes, sociologues, responsables politiques et administratifs, consultants, enseignants ou étudiant.

Michel LECLAINCHE

ancien Administrateur général des finances publiques
Président de l'association de soutien à la revue Gestion & Finances publiques



L'innovation sociale

Expérimenter et transformer à partir des territoires

Nadine RICHEZ-BATTESTI et Eric BIDET, Enseignants-chercheurs

Pôles territoriaux de coopération économique, start-up de territoire, tiers-lieux, ressourceries, plateformes coopératives... Les exemples d'innovation sociale sont nombreux, en France, mais aussi en Afrique, au Brésil ou en Corée du Sud. Lorsqu'ils sont portés par des acteurs de l'économie sociale et solidaire, ils permettent aux citoyens de se réappropriier les enjeux de transition et de construire ensemble des réponses adaptées.

Moins connue que l'innovation technologique, l'innovation sociale consiste à élaborer des réponses nouvelles à des besoins sociaux peu ou mal satisfaits, en impliquant la participation et la coopération des acteurs concernés, notamment les utilisateurs et les usagers. Reposant sur l'expérimentation, elle se déploie de façon diversifiée, mais toujours en collectif, souvent au sein des territoires, dans des interstices laissés vacants. Partout, elle est le fruit d'une mobilisation sociale et d'une action collective. Elle incarne une promesse de changement, elle nourrit de nouveaux récits et façonne des imaginaires solidaires dont nous avons plus que jamais besoin.

Les auteurs de cet ouvrage rassemblent ici les connaissances disponibles sur ce sujet, illustrées par de nombreuses initiatives de terrain, et explorent les conditions pour que l'innovation sociale se déploie encore plus largement. (Editions Les Petits Matins).

POUR EN DEBATTRE :

L'innovation sociale

Débat autour du livre de Nadine Richez-Battesti et Eric Bidet en présence des deux auteurs

Intervenantes : Léna Geitner, co-fondatrice et déléguée générale du Kiif et Marie Vernier, déléguée générale du Labo de l'ESS

Animation : Marthe Corpet, administratrice de l'Association des lecteurs d'Alternatives Economiques

📍 Célias Musée Social
5 rue Las Cases, 75007 Paris

📅 07/10/2024

🕒 18h30 à 20h

le labo
DE L'ECONOMIE
MUTUELLE ET SOLIDAIRE

celias
MUSEE SOCIAL
Fondation reconnue d'utilité publique

Alternatives Economiques
Association

{ Les Petits Matins }

> Forum mondial de l'économie sociale et solidaire



Bordeaux GSEF2025

Le Forum mondial de l'Économie Sociale et Solidaire est devenu un événement majeur à l'échelle internationale. Son organisation est confiée tous les deux ans à une ville hôte par le GSEF. En 2025, après Séoul, Montréal, Bilbao, Mexico et Dakar, c'est la ville française de Bordeaux qui accueillera cette 7ème édition du Forum, du

29 au 31 octobre.

Chaque édition du Forum mondial de l'ESS :

- **poursuit un objectif politique** en réunissant des élus et dirigeants du monde entier, des experts internationaux, des agences de développement, des réseaux et des acteurs de terrain qui s'engagent à promouvoir cette économie centrée sur l'humain et le respect de l'environnement. Une déclaration finale acte les engagements politiques se traduisant en une feuille de route pour les deux années à venir.
- **favorise les échanges d'expériences et d'expertises** mis en œuvre sur tous les continents. Des innovations réussies portées par les gouvernements locaux et l'ensemble des acteurs engagés dans l'ESS sont mises en avant à travers une programmation dense et coconstruite.

Au-delà du site des présentations et des échanges, le Forum rayonnera dans le temps et dans l'espace grâce à des parcours territoriaux, mais aussi à une programmation culturelle, une mise en valeur de l'ESS à destination de toutes et tous, participants comme grand public.

[Le comité scientifique composé de chercheurs et d'acteurs nationaux et internationaux](#) a défini un thème général ouvrant des portes à différentes sous-thématiques dont le contenu sera alimenté par les contributions venues du monde entier.

> L'appel à contribution est lancé :

[FORUM MONDIAL DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE
Bordeaux 29 30 31 Octobre 2025 \(bordeauxgsef2025.org\)](#)

> Session « L'avenir de la protection sociale »



Cette session, organisée par **Futuribles International**, à Paris, le 21 novembre 2024, a pour objectif de permettre de faire le point sur l'architecture du système français de protection sociale au regard de ses évolutions structurelles et de ses perspectives possibles. L'accent sera mis sur les tensions que rencontre le modèle, tant dans son ensemble que dans ses diverses composantes.

La session abordera les différents risques couverts, dans leurs dimensions classiques (Sécurité sociale, complémentaires, chômage, aide et action sociales, etc.) et plus novatrices (sujets d'intelligence artificielle et de transition écologique). Outre une présentation des observations et des analyses les plus récentes, avec une contextualisation internationale, cette formation entend fournir les outils de compréhension pour envisager divers scénarios d'avenir de l'organisation générale de la protection sociale et de ses prestations.

> S'inscrire : croels@futuribles.com

> Soirée du Mouvement associatif



Le Mouvement associatif invite à échanger lors d'une soirée autour de la question :

« **Comment renforcer les associations pour répondre à l'urgence démocratique ?** »

Mercredi 16 octobre, de 18h à 21h (accueil à partir de 17h45) à la Maison de l'Architecture - 48, rue du Faubourg Saint-Martin, Paris 10^{ème}

> [Je m'inscris](#) > [Programme détaillé](#)

CIRIEC-France

Le CIRIEC est une organisation internationale non gouvernementale,
issue de la revue *Les Annales de la régie directe*
créée par le professeur Edgard MILHAUD, il y a plus d'un siècle.

Son objet est la recherche et l'information sur l'économie collective d'intérêt général :
économie publique et économie sociale et solidaire.

Ses travaux se réalisent

à travers des réseaux nationaux et internationaux de chercheurs, publications, colloques, congrès mondiaux...

Ils contribuent à l'illustration, mais aussi à la promotion des entreprises et organisations
qui partagent des valeurs de service de l'intérêt collectif, de non lucrativité et de démocratie économique.

Le CIRIEC est constitué de sections nationales et de membres associés (laboratoires, universités,...)

La section française, créée en 1950 par Léon JOUHAUX prix Nobel de la paix,

est une association sans but lucratif composée d'adhérents, personnes physiques et morales.

Parmi ces dernières : entreprises publiques, organisations et entreprises de l'économie sociale et solidaire,
organismes à gestion paritaire et syndicats.

Les ressources de l'association sont essentiellement constituées des cotisations de ses membres.

Les fonctions de ses responsables et animateurs sont bénévoles.

Le CIRIEC-France est présidé par Alain ARNAUD.

CIRIEC-France

7 passage Tenaille – F – 75014 Paris

Téléphone : 33 (0) 1 40 52 85 49 - Courriel : administration@ciriec-france.org

www.ciriec-france.org



INFORMATIONS-ADHESIONS

administration@ciriec-france.org

...

la Lettre du CIRIEC-France

Directeur légal de la publication : Alain ARNAUD - Directeur de la rédaction : Marcel CABALLERO



Si vous souhaitez
contribuer à la *Lettre du CIRIEC-France*



marcel.caballero@club-internet.fr